

ARRÊTÉ
RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION
et LE STATIONNEMENT
EN RAISON DE TRAVAUX
RUE DU 8 MAI 1945

Le Maire de CADENET,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1 à L 2212-5 ;

VU, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

VU, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

VU, le code de la voirie routière ;

VU, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

VU, la demande de l'entreprise **EIFFAGE**, sise Route de l'Isle sur la Sorgue, Cavaillon, pour la réalisation de travaux d'aménagement et application d'enrobés, Rue du 8 Mai 1945, du lundi 11 mars 2024 au vendredi 10 mai 2024, pour une durée de 60 jours calendaires ;

CONSIDÉRANT que la voie sur laquelle a lieu les travaux est habituellement réservée au stationnement et à la circulation des véhicules ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du lundi 11 mars 2024 au vendredi 10 mai 2024, pour une durée de 60 jours calendaires ;

- La circulation est interdite Rue du 8 Mai 1945.
- Le stationnement est interdit Rue du 8 Mai 1945
- **Un itinéraire de déviation est mis en place par l'entrepreneur.**
- **La déviation pourra se faire, soit par la Rue Victor Hugo, soit par la Rue Ledru Rollin.**
- Les places de parking, situées après le 19 bis Rue du 8 Mai 1945 en direction de l'Avenue Gambetta, sont réservées pour la zone « base vie ».

Article 2 : Tout véhicule en infraction à l'article 1 sera considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

Article 3 : Ces interdictions et déviations seront matérialisées sur place par l'installation de panneaux de signalisation, à la charge de l'entreprise.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché par les soins de l'entreprise à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : La responsabilité de l'entrepreneur sera engagée par l'insuffisance de la signalisation.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
 - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
 - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
 - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 4 mars 2024

**Le Maire,
Jean-Marc BRABANT**

